

Soyons réalistes, un autre monde est possible

Ce printemps 2008 invite le mouvement social et politique, mais aussi les citoyens à faire le point sur leurs engagements et leurs perspectives.

A l'échelle mondiale, la crise financière libérale se conjugue maintenant avec les crises énergétique et alimentaire, multipliant les drames sanitaires et sociaux. Et les institutions financières internationales, FMI et OMC notamment, murées dans le dogme libéral, ne proposent rien d'autres que les recettes qui ont déjà produit des effets désastreux pour l'humanité.

Si une réelle résistance internationale tente de s'organiser face à ces périls, notamment avec le mouvement syndical et altermondialiste, la traduction politique de l'offensive libérale est aussi, en Europe, la victoire des courants de la droite décomplexée. Après Sarkozy et son ministère de l'identité nationale, c'est Berlusconi et ses alliés néo-fascistes qui s'installent à Rome. Ce qui semble constituer, avec la victoire des conservateurs anglais, un bilan de faillite du projet social-libéral de renoncement à une véritable alternative économique et sociale au capitalisme.

En France, si la droite, pourtant largement élue en 2007, peine à imposer sa politique, une riposte unifiée, sociale et politique, reste à organiser. Le résultat des élections municipales, la montée des luttes sociales notamment dans le secteur privé et la grève des travailleurs sans-papiers, montrent pourtant que la société française ne se résigne pas. La présidence française de l'Union européenne, à partir du 1er juillet

2008, sera certainement l'occasion d'une nouvelle offensive libérale. Ce sera aussi l'occasion de rassembler l'opposition à ces dérives libérales. Attac y contribuera, avec tous les Attac d'Europe, en exigeant le désarmement des marchés et la promotion d'une Europe sociale restaurant les services publics et le droit du travail.

Et à Aix en Provence, la réélection de la municipalité de droite devrait inciter les citoyens à s'organiser, y compris pour faire respecter leur droit élémentaire d'expression. En plus de la quasi-impossibilité d'accès aux salles de réunion publique, c'est maintenant la police municipale qui tente d'interdire la distribution de tracts dans les rues commerçantes de la ville.

Au cours de notre assemblée générale annuelle du 20 mars 2008, nous avons essayé d'évaluer le chemin parcouru par Attac en 10 ans pour promouvoir cet autre monde possible et de plus en plus nécessaire. Et nous avons engagé Attac pays d'Aix dans de nouveaux projets d'éducation populaire tournée vers l'action, notamment avec le réseau constitué pour le Forum social mondial 2008, et avec une équipe d'animation renouvelée.

Les dix ans d'Attac, les vingt ans de Politis et les quarantièmes (rugissants ?) de mai-juin 68, Attac Aix vous propose d'y participer, notamment au cours de la prochaine fête annuelle des Attac des Bouches du Rhône, le 14 juin dans le parc de Valabre.

A très bientôt donc, nous comptons toujours sur vous.

Gérard Guieu

AGENDA DE MAI ET JUIN 2008

Mardi 06 mai 2008 à 19h30

Attac au Jas de Bouffan Les combats de Gisèle Halimi De l'anticolonialisme à "la clause de l'Européenne la plus favorisée avec des extraits du documentaire «Gisèle Halimi, l'insoumise»

Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Provence.

Jeudi 15 mai à 19h00

Attac au Ligourès

Restructurations et délocalisations ou comment la logique financière des "investisseurs" détruit l'emploi avec des extraits du film de Marcel Trillat «Silence dans la vallée »

Maison des associations, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, Encagnane - Aix en Provence.

Lundi 02 juin à 19h00

Maison du peuple à Gardanne

Alerte! Entreprise de destruction du droit du travail. Conférence débat avec Gérard Filoche*

* Gérard Filoche est membre du conseil scientifique d'Attac, militant syndical et politique.

Conférence suivie d'un buffet à la Maison du peuple à Gardanne

Mardi 03 juin 2008 à 19h30

Attac au Jas de Bouffan

Une politique de dépolitisation Le citoyen face à la théorie économique libérale

Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Provence.

Jeudi 12 juin 2007 à 19h00

Cours d'économie de Renaud Gallimard

Centre Jean Paul Coste, avenue Jean Paul Coste, Aix en Provence.

Samedi 14 juin à partir de 14h00

Fête d'Attac 13

Attac fête ses 10 ans

Soyons réaliste, un autre monde est possible !

Parc de Valabre à Gardanne

Jeudi 19 juin à 19h00

Attac au Ligourès

Pour terminer agréablement l'année «72 ans de congés payés. Merci Léon !» avec un documentaire sur l'histoire des congés payés de 1936 à nos jours.

Maison des associations, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, Encagnane - Aix en Provence.

LA FÊTE D'ATTAC 13

Réservez votre samedi 14 juin de 14h00 à l'aube !

**Les comités locaux des Bouches du Rhône
Aix, Arles, Gardanne, La Ciotat et Marseille**

fêtent les 10 ans d'Attac au parc de Valabre à Gardanne.

“Soyons réalistes, un autre monde est possible!”

Nous allons faire de cette fête un événement!

La fête d'Attac 13 est un événement politique majeur sur le département. Ce rendez-vous annuel permet aux militants, citoyens, associations, artistes, curieux, de se rencontrer, de s'informer et d'échanger pour construire un autre monde, mais aussi faire la fête ensemble.

Comme chaque année, débats, animations artistiques, concerts, stands associatifs, atelier pour les enfants, restauration et buvette vous seront proposés.

Cette année, pour les 10 ans d'Attac, de nombreuses personnalités et acteurs locaux participeront au débat qui comportera trois parties (deux l'après-midi, une le soir) axées sur le thème central d'Attac : Construire un monde Solidaire, Ecologique et Démocratique avec comme fil conducteur la guerre idéologique.

Une affiche prestigieuse !

Seront présents le 14 juin : Geneviève Azam, conseil scientifique et membre du CA d'Attac, Paul Ariès, politologue, écrivain et partisan de la décroissance, Jean Pierre Cavalié la Cimade, Agnès Fréhel, rédactrice de Zibeline, Julien Lusson conseil scientifique d'Attac, Roger Martelli, Fondation Copernic, Dominique Plihon, président du Conseil Scientifique d'Attac, Claude Quemar, CADTM France, Pierre Rimbart, journaliste au Monde

Diplomatique, et des acteurs de luttes et de résistances locales (RESF, syndicaliste de Carrefour ou ST Micro, militant anti-incinérateur...).

Mai 68 sera aussi évoqué au cours de la fête à travers des clins d'œil.

Adhérents et sympathisants, contribuez à la réussite de cette fête.

Faites venir vos amis, votre famille, vos voisins.

Si vous souhaitez participer à l'organisation le jour même (tenue du stand accueil ou de la « Banque Centrale d'Attac » (tickets pour repas et buvette), vente des repas, montage et démontage du matériel...) ou pour la distribution des flyers et des programmes, CONTACTEZ-NOUS !

Merci aussi d'amener des tartes ou des gâteaux qui seront vendus à la buvette.

Cette fête ne peut se faire sans finances :

Même si l'organisation et la participation à la fête repose sur le bénévolat, celle-ci occasionne néanmoins de nombreux frais, notamment le transport des intervenants et la location de matériel. C'est pourquoi la vente de bons de soutien est primordiale. Ceux-ci au prix de 4 euros servent aussi de tickets d'entrée et sont en vente lors de nos réunions publiques, sur les stands du marché ou auprès de militants.

La pré-vente de ces bons est très importante!

Comme pour le Forum Social Mondial aixois, faisons de cette journée un événement inoubliable !

Participent à l'organisation de la fête pour Aix : **Sophie Bergaglio** : 06 73 64 78 38, **Valérie Brûlant** : 06 77 74 58 85, **Gérard Guieu** : 06 72 49 75 39

Après l'AG d'Attac pays d'Aix : nouveau CA et fonctionnement

L'Assemblée Générale d'Attac pays d'Aix qui s'est tenue le 20 mars a rassemblé une soixantaine d'adhérents et sympathisants. Nous avons apprécié la présence de représentants d'associations organisatrices du FSM aixois et d'un ancien président d'Attac pays d'Aix (2001 et 2002). Un incident technique et la longueur du diaporama sur les 10 ans d'Attac qui par ailleurs a été apprécié ne nous a pas permis de débattre avec la salle ce qui n'est pas dans nos habitudes; nous ferons en sorte que cela ne se reproduise pas. Les rapports d'activité et financier ont été approuvés à l'unanimité par 70 votants dont 23 par procuration. Le Conseil d'administration a été partiellement renouvelé avec l'entrée de 3 nouveaux membres. Un bureau a été désigné avec une présidence collégiale de 3 membres cette année : Anne-Marie Alary, Valérie Brûlant et Gérard Guieu, et un trésorier, Bernard Lagune. Bernard sera aidé par Claire Beauverd qui assure la comptabilité depuis l'an dernier. Les autres membres du CA : Gérard Amy, Sophie Bergaglio, Jocelyne Ducrocq, Daniel Hazera, Raymonde Lagune, Isabelle Poncet, Raphaël Pradeau, Anne-Marie Quetglas. Michelle Fourny ne se représente pas cette année mais

continuera à assurer la présence d'Attac au marché du Jas et la préparation des réunions au Jas et Ligourès avec Jean Fourny. Nous saluons leur engagement important et efficace. Les adhérents ont donc élu un CA de 12 membres qui lors de sa première réunion a réfléchi sur un meilleur fonctionnement et une plus grande implication des adhérents. Le niveau d'engagement dans une association peut être très variable, l'important est que **chacun apporte, ponctuellement ou régulièrement, une contribution** qui constituera une aide précieuse aux personnes les plus investies et la véritable **force du mouvement collectif**. Pour cela, nous vous proposons de nous faire savoir les tâches auxquelles vous accepteriez de participer : préparation des réunions du Jas et Ligourès, stand marché Jas, stand marché centre-ville, Site web (on recherche un webmestre), Lettre aux Adhérents (mise en page de la Lettre), affichage, tractage. Ci-dessous l'ensemble des tâches et les responsables : **Préparation des réunions Jas et Ligourès** : Michelle et Jean Fourny 04 42 21 65 45 **Affichage / tractage** : Raymonde Lagune 06 20 23 30 20

Stand marché Richelme : Bernard Lagune 06 08 49 50 25 Gérard Amy 04 42 59 19 17 Isabelle Poncet : 06 86 52 54 72 **Stand marché du Jas** (bois de l'Aune) : J et M Fourny 04 42 21 65 45 **Lettre aux Adhérents** : Valérie Brûlant 06 77 74 58 85 **Site web** : Jocelyne Ducrocq 06 85 74 60 96 **Contact presse** Gérard Guieu 06 72 49 75 39 **Fichier adhérents** Valérie Brûlant 06 77 74 58 85 **Lien avec les associations** : Bernard Lagune 06 42 21 16 68 Daniel Hazera 06 62 35 08 49 **Lien avec FSM** : Anne-Marie Alary : 06 08 49 50 53 Sophie Bergaglio 06 73 64 78 38 **Lien avec les Comités locaux du 13** : Valérie Brûlant Gérard Guieu **Lien avec Attac France** : Valérie Brûlant Raphaël Pradeau **Gestion documentation** : Odile Pouyat, suppléant Patrice Sénégas **Table accueil au Ligoures** : Anne Marie Quetglas **Conception et tirage des tracts** : J Fourny **Préparation fête Attac 13** : Sophie Bergaglio, Valérie Brûlant, Gérard Guieu **Valérie Brûlant et Isabelle Poncet**

La crise financière, par Politis

Cette année Politis fête ses 20 ans. Vous savez que nous soutenons ce journal indépendant, financé par l'association Pour Politis et par ses salariés, qui est de plus membre fondateur d'Attac. Les éditos de Denis Sieffert sont toujours d'une grande pertinence. Aussi pour parler de la crise financière, nous avons eu envie de vous transmettre ce remarquable édito du 27 mars 2008 toujours d'actualité évidemment. (une re-lecture pour les lecteurs de Politis)

PETITE FABLE IMMORALE
PAR DENIS SIEFFERT
jeudi 27 mars 2008

Il était une fois, aux États-Unis, pays de cocagne, d'aimables philanthropes accourus au chevet des pauvres (pas trop, mais assez pauvres quand même) pour leur offrir de les aider à acheter une maison. Ces bienfaiteurs prêtaient, presque sans contrepartie, de l'argent à qui en manquait. Les pauvres n'auraient qu'à rembourser tout doucement, à leur main, tout en jouissant sans délai de leurs nouveaux murs et de leur petit bout de jardin, récompense inespérée de toute une vie de labeur. Hélas, tout ça était trop beau pour être vrai. Et le généreux donateur n'était qu'un filou. Se prévalant bientôt de la signature qu'il avait obtenue du candide, il faisait observer que le prêt pour ainsi dire gratuit au début ne l'était plus du tout ensuite. Et que la signature faisait obligation au pauvre de rembourser finalement beaucoup plus qu'on ne lui avait prêté. Et cela dans de telles proportions que le pauvre, bientôt incapable de faire face à sa dette, n'avait d'autre recours que de lui céder sa maison. À lui ou à un autre, car, entre-temps, le filou avait revendu l'acte de propriété à un autre

filou qui lui-même s'était empressé de le céder, contre finances, à un troisième.

Mais, quand l'acte de propriété parvint au dernier acquéreur, toute la corporation des filous ayant tenté de revendre des maisons mal acquises au même moment, il ne valait plus rien. Alors, tel est pris qui croyait prendre ? La fable des « subprimes » serait-elle donc morale ? Pas vraiment. Car si le pauvre est encore beaucoup plus pauvre, et n'a plus que ses yeux pour pleurer, le premier filou et le deuxième, eux, se sont grassement enrichis avant de s'égailler dans une nature sauvage. Et le dernier, me direz-vous ? Celui qui a acheté un titre de propriété qui ne vaut plus rien, que devient-il ? Lui aussi a perdu beaucoup d'argent. À la fois beaucoup plus que le pauvre, et beaucoup moins à l'échelle de sa fortune. Mais il appartient à la race des puissants. Et, s'il chute, chacun sait qu'il peut entraîner beaucoup de monde dans son naufrage. Tous ceux, notamment, qui ont besoin de son argent pour inventer, demain, d'autres belles et véridiques histoires comme celle des « subprimes ». Dieu merci, au pays de cocagne, il y a un gouvernement pour lui rendre justice... et son argent. Et que fait le gouvernement pour rendre son argent au dernier des filous ? Il prélève un impôt. Et qui le paye, cet impôt ? Eh bien, c'est le pauvre, bien sûr, lui et tous ses semblables. On exagère ? Pas vraiment, car si notre fable parfaitement immorale s'arrête là, c'est qu'elle est tout juste sur le point d'être rattrapée par la réalité. Il est de plus en plus fortement question que l'État américain cautionne ces prêts immobiliers réduits à néant. Selon un économiste, cité lundi par le Monde, cela devrait coûter « au moins 500 milliards de dollars au contribuable américain ». Ce qui fait beaucoup de pauvres qui

paieront longtemps, très longtemps, pour rembourser une dette qui n'est pas la leur et effacer une turpitude dont ils ne sont pas coupables, et dont certains ont été les premières victimes. Et si cela ne se fait pas, alors c'est tout le « système » qui s'effondrera, affamant des millions de petites gens. Les mêmes, toujours les mêmes. L'histoire est édifiante. Elle n'a qu'un défaut. Dans la réalité, ces « filous » ne sont pas vraiment des filous. On les a reconnus : ils sont courtiers, et, en bout de chaîne, banquiers. Ils ne font que leur métier. Ils ne commettent aucun délit. C'est le système tout entier qui est « filou ». Cette arnaque n'est pas une arnaque, c'est ce qu'on a coutume d'appeler le « capitalisme financier » ou le « néolibéralisme ». Les gros spéculent, les petits sont spoliés. Normal. C'est la règle d'un système sans règles. Et cette déréglementation planétaire, ce sont des politiques qui l'ont voulue. On pourrait imaginer qu'ils s'en repentent. Surtout quand ils sont – comment dit-on ? « de gauche », et se réclament de la défense des pauvres. Mais pas du tout, ils en rajoutent au contraire.

C'est ainsi que le tout récent traité de Lisbonne (celui qui n'a même pas été soumis au suffrage du peuple) confirme le système et l'institutionnalise en Europe. Voyez cet article 56, qui interdit toute entrave à la circulation des capitaux et prive les politiques de tout moyen d'action. En nous associant à la pétition d'économistes européens qui en demandent l'abrogation, nous n'avons certes pas l'illusion d'endiguer comme par magie la crise qui nous menace. Mais nous voulons au moins marquer un coup d'arrêt et commencer à rendre à la politique son pouvoir sur cette finance si imaginative quand il s'agit de capter pour elle toutes les richesses du monde.

Dette : réunion les 1er lundi du mois à 19h30 chez Raymonde Lagune tel : 04 42 96 66 46

Économie solidaire / Cigale, réunion mercredi 14 mai chez Odile Bassé : 06 80 85 15 98

Environnement : réunion jeudi 29 mai 20 h et jeudi 26 juin 20 h chez AM Quetglas, 22 res St Benoît av de la Cible, Aix Tel : 04 42 27 97 94 /06 74 74 49 63

Femmes, genre et Mondialisation : contact :

GROUPES DE TRAVAIL

Claudine Blasco 04 94 78 58 69

Paradis fiscaux taxes globales : réunion jeudi 22 mai et mercredi 25 juin à 20h chez AM Quetglas, 22 res St Benoît av de la Cible, Aix Tel : 04 42 27 97 94/06 74 74 49 63

Cours d'économie de Renaud Gallimard : Jeudi 12 juin à 19h00, Centre JP Coste, av JP Coste

contact : Madeleine Liotier au 04 42 27 33 49

Au revoir Française

Nous avons la profonde tristesse de vous faire part du décès de Française Champroux survenu le 25 avril dernier. Française militait à Attac depuis le début et beaucoup d'entre nous, qui l'apprécions énormément, sommes consternés par cette nouvelle.

Les membres du CA

Émeutes de la faim, des solutions existent !

Dans plus de 30 pays, sur tous les continents, les populations se révoltent car les prix des céréales de base ont augmenté de façon spectaculaire (le prix du blé et du riz a doublé en un an, celui du maïs a progressé d'un tiers). Les politiques s'affolent, craignant une déstabilisation qui nuirait aux affaires. Aujourd'hui, les émeutes de la faim nous réveillent .

Pourquoi cette brusque augmentation des prix ?

Y a-t-il une réelle pénurie de céréales ? Non, malgré les perturbations climatiques, la production de céréales est en augmentation et peut encore croître. Il y a peu de temps la surproduction guettait les pays développés. Alors pourquoi une telle flambée des prix ?

La baisse des stocks liée à l'évolution de la demande.

L'augmentation de la population et l'accroissement du niveau de vie des pays émergents a accentué la demande. Une part importante des céréales et des terres agricoles sert désormais à nourrir les animaux pour produire de la viande dont la consommation a augmenté. Des terres agricoles ont été dévolues à l'industrie (Chine).

100 millions de tonnes de céréales ont été brûlées pour produire des agrocarburants « un crime contre l'humanité » selon Jean Ziegler, conseiller à l'ONU pour l'alimentation.

Le 1,8 milliard de personnes qui vivent avec 1\$/jour ne peuvent pas les acheter.

La dérégulation des marchés et la spéculation financière : Les spéculateurs (fonds spéculatifs, banques, fonds de pensions, assurances ...) qui ont utilisé la pénurie pour augmenter leurs profits. Chacun sait que les profits s'envolent avec la rareté. Les mêmes spéculateurs qui ont provoqué la crise immobilière aux USA (crise des subprimes) et entraîné une crise financière mondiale, se sont rabattus sur le marché des matières premières et en particulier sur les céréales dès que l'aubaine d'une baisse des stocks de riz est apparue.

L'absence totale de régulation du marché boursier a permis de faire flamber les prix. A la bourse de Chicago n'importe quel spéculateur banque, assureur, fonds spéculatif peut, dans une même séance, acheter toute la production exportable d'un pays avec

seulement 5 % de ses fonds et les revendre 20% plus cher. Ces pratiques crapuleuses sont parfaitement légales. La hausse du prix du pétrole a également attisé la hausse du prix des céréales.

D'autres effets en chaîne se sont produits : les pays exportateurs de céréales ont été amenés à conserver leurs stocks, entraînant une pénurie pour les pays non producteurs.

Pourquoi les pays les plus pauvres qui comptent 80% de paysans ne produisent-ils pas leur nourriture ?

Il faut mettre en cause l'énorme responsabilité des Institutions Financières Internationales : la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et les pays les plus riches qui dirigent ces institutions. Dans les années 1980, après la crise de la dette des PED (Pays En Développement), ces institutions ont conditionné l'obtention de nouveaux prêts à la soumission aux Plans d'Ajustements Structurels (PAS). Ces plans ont obligé les PED à réduire au minimum les surfaces consacrées aux cultures vivrières au profit de cultures d'exportation (cacao, coton, café ...) dans le but de dégager des devises pour rembourser la dette aux banquiers du nord. Les PAS ont également mis fin aux systèmes de stabilité des prix et aux subventions aux produits de base.

Cette politique se poursuit avec le renfort de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) : les pays les plus pauvres doivent ouvrir toujours plus leurs frontières aux produits agricoles de l'UE et des USA qui ruinent par leurs prix bas les productions locales. C'est ce qui se produit avec les Accords de Partenariat Économique (APE) que l'UE essaie d'imposer aux pays ACP (Afrique Caraïbe Pacifique).

Face à la crise quelles sont les fausses bonnes solutions des maîtres du monde ?

Sans vergogne, les responsables de la catastrophe (qui n'ont fait qu'un discret mea-culpa) s'emploient à donner de nouveaux conseils qui satisfont comme toujours les intérêts des multinationales de l'agroalimentaire des banques et des fonds spéculatifs.

Il faudrait faire une révolution verte comme en Inde c'est-à-dire une agriculture productiviste avec engrais,

pesticides, semences OGM et bien sûr un gros endettement, intolérable pour les petits agriculteurs. Sait-on qu'en Inde, des milliers de paysans se suicident pour cette raison chaque année ?

Il faudrait faire appel à des fonds souverains pour qu'ils investissent en Afrique ! Ces fonds achètent déjà des terres ! Mais les rapports de l'ONU montrent que les investissements directs étrangers ne rapportent rien aux peuples des pays en développement.

Comment rendre l'agriculture à sa seule fonction légitime : nourrir la population ?

Prononcer un moratoire sur les agrocarburants.

Arrêter l'anarchie financière, développer des instruments de régulation rendant impossibles les spéculations sur les céréales.

Annuler la dette des PED, mettre un terme aux PAS.

Affirmer le droit à la souveraineté alimentaire : c'est-à-dire le droit pour les populations et leurs états de décider de leur politique agricole, le droit des paysans à produire leurs aliments. Restaurer une agriculture vivrière durable, respectueuse de l'environnement.

Promouvoir et aider les petites entreprises familiales constituées en réseaux solidaires tournés vers le marché local.

Restaurer des politiques de stabilisation des prix.

Renforcer les budgets publics afin de pouvoir subventionner les denrées de base.

Arrêter la baisse de l'aide publique au développement (-8,4% en 2006) et passer aux 0,7% du revenu national brut promis depuis 1970.

Le droit à l'alimentation, reconnu dans l'article 25 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, doit être rendu justiciable.

Des atteintes à ce droit élémentaire comme la spéculation sur les céréales, l'éviction des paysans des terres, les taxations prohibitives sur l'eau, doivent être jugées devant des juridictions internationales et nationales.

Les IFI qui ont conduit ces politiques criminelles doivent être remplacées par des organismes soucieux de garantir les droits humains fondamentaux.

Raymonde Lagune